

dodis.ch/55220

Rapport pour le Chef du Département politique, F. Calonder, pour la séance du 29 Mars 1919¹

VORARLBERG

Berne, 28 mars 1919

Depuis le rapport au Conseil fédéral du 7 mars,² la question du Vorarlberg a fait l'objet de nouvelles études de la part du Département Politique, de sorte qu'il y a lieu de compléter le précédent rapport comme suit.

La presse suisse a discuté tous les jours la question: dans la Suisse allemande la «Thurgauer Zeitung» et dans la Suisse romande la «Revue» prennent une position hostile; les autres journaux sont favorables ou conseillent une attitude expectative. Dans le Journal de Genève, M. Seippel³ ne voudrait rien hâter, alors que M. Martin⁴ est plus encourageant. Le Jura Bernois ne prend pas une position nette. La presse tessinoise est en général défavorable.⁵ Les journaux de l'Entente mentionnent la question d'une manière plutôt bienveillante, mais sans commentaires.

Parmi les suggestions qui nous sont venues de Suisse, il y a lieu de mentionner une entrevue du Dr. Vetsch⁶ au Département Politique.

Le Dr. Vetsch, de Saint-Gall, qui est membre du Conseil d'administration des Chemins de fer fédéraux, vient, le 18 mars, voir M. Lardy⁷ et lui dit: «Décidez-vous au sujet du Vorarlberg et de l'Autriche, ou vous arriverez trop tard. Le moment est grave et vous vous repentirez plus tard de n'avoir rien fait. Le péril de l'encerclement allemand est inquiétant.⁸ Le Vorarlberg va bientôt voter et donnera probablement le 80% de ses voix en faveur d'une incorporation à la Suisse.

Le Tyrol désire son indépendance. À Vienne, la majorité est en faveur d'une réunion à l'Allemagne, à cause de la pression socialiste».

¹ *Rapport*: CH-BAR#E2001B#1000/1503#175* (B.14.211.P.21.2). Probablement rédigé par Charles L. E. Lardy (1875–1939), dodis.ch/P5288. Ce rapport est d'abord préparé pour la réunion du Conseil fédéral du 29 mars 1919. La discussion de celui-ci a ensuite eu lieu lors de la réunion du 2 avril 1919, cf. dodis.ch/44041.

² Cf. doc. 17, dodis.ch/55218.

³ Paul Seippel (1858–1926), dodis.ch/P59024, dès 1884 rédacteur au Journal de Genève.

⁴ William Martin (1888–1934), dodis.ch/P7421, rédacteur politique du Journal de Genève de 1917 à 1919.

⁵ Annotation manuscrite dans la marge.

⁶ Ulrich Vetsch (1856–1920), dodis.ch/P38859, ophthalmologiste saint-gallois et conseiller cantonal de Saint-Gall.

⁷ Charles L. E. Lardy (1875–1939), dodis.ch/P5288, Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique de 1917 à 1919.

⁸ Ulrich Vetsch présente ses inquiétudes plus en détail dans un exposé devant la Nouvelle Société Helvétique à Berne le 23 novembre 1919, cf. dodis.ch/55244.



M. Vetsch propose la création d'un État indépendant, neutre et *économiquement relié à la Suisse*, comprenant le Vorarlberg, le Tyrol (y compris le Tyrol allemand méridional) et la Carinthie. Cet État constituerait un Zollverein avec la Suisse, ce qui nous donnerait une frontière douanière commune avec le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes; mais cet État resterait entièrement séparé de la Suisse à tous les points de vue.

M. Vetsch suggère le développement de la ligne de chemins de fer Paris–Bâle–Zurich–Buchs–Feldkirch–Arlberg–Innsbruck–Brenner–Lienz–Villach–Leybach–Agram–Belgrade–Sofia–Constantinople, qui éviterait, si le nouvel État se constituait, à la fois le territoire allemand et le territoire italien et qui, de Bâle à Agram, ne traverserait que le territoire de la Suisse et celui du nouvel État.

M. Vetsch voudrait nous voir agir avec la dernière énergie en faveur de la création de ce nouvel État. Il admet que notre but principal doit être d'empêcher la réunion de l'Autriche à l'Allemagne, mais il craint que nous nous occupions uniquement du point de vue politique, mais pas assez de l'énorme danger d'un rattachement économique. Il voudrait que nous fassions, auprès des populations intéressées, une grande propagande.

Depuis lors, M. Vetsch a adressé au Département diverses lettres conçues dans le même sens, dans lesquelles il insiste très vivement pour que les Vorarlbergeois ne soient pas découragés.

Le Directoire commercial de Saint-Gall a adressé, le 26 mars, au Conseil fédéral, un rapport⁹ que le Département Politique vient de recevoir, et qui insiste vivement sur les avantages d'une incorporation du Vorarlberg à la Suisse, surtout en ce qui concerne l'avenir de l'industrie de la broderie.

Du côté de l'Autriche, il faut mentionner les manifestations suivantes:

- a) le 15 mars, le Professeur Ude,¹⁰ de Gratz, a apporté au Département Politique un mémoire,¹¹ dans lequel il proteste contre la réunion de l'Autriche à l'Allemagne. Il considère l'Autriche comme terrorisée par les socialistes, qui empêcheraient un plébiscite de répondre aux vœux de la population et recommande l'envoi de commissions de l'Entente dans les différentes provinces, afin d'y combattre la propagande allemando-italienne.
- b) le 16 mars, une délégation de Tyroliens venue à Berne pour une question de ravitaillement, a exposé au Département Politique son désir de voir le Tyrol se proclamer indépendant de l'Autriche.¹² Les Tyroliens revendiquent, de la manière la plus positive, le Tyrol allemand méridional. Ils voudraient être encouragés par nous et par l'Entente dans leur désir d'indépendance.

⁹ Cf. le dossier comme note 1.

¹⁰ Johannes Ude (1874–1965), dodis.ch/P59025, professeur à l'Université de Graz depuis 1917, scientifique, politicien et pacifiste autrichien.

¹¹ Cf. mémorandum (Denkschrift) de Johannes Ude du 15 mars 1919, dossier comme note 1.

¹² Cf. *ibid.*

c) Le 27 mars, le Baron Andrian,¹³ Tyrolien, vient de la part de M. Schraffl,¹⁴ Landeshauptmann du Tyrol, exposer¹⁵ au Département Politique l'importance de la question du Tyrol méridional allemand: si celui-ci est annexé par l'Italie, le Tyrol septentrional tombera automatiquement aux mains de la Bavière.

Schraffl accepterait les trois solutions suivantes:

- 1) fédération danubienne,
- 2) création d'un État alpestre (Tyrol, Carinthie, Salzbourg) qui pourrait former le noyau d'une Autriche allemande,
- 3) Tyrol indépendant comme État tampon.

Schraffl voudrait un contact avec l'Entente, qui devrait empêcher qu'un plébiscite ne soit ordonné par Vienne et dirigé par les socialistes de cette ville, qui provoqueraient un résultat faux. L'inaction de l'Entente donne aux socialistes tous les espoirs et toutes les audaces.

Du côté du Vorarlberg, les démarches suivantes ont été faites:

1) Entre le 10 et le 15 mars, le Dr. Ender,¹⁶ Landeshauptmann du Vorarlberg, a demandé¹⁷ au Conseil fédéral, par l'intermédiaire du bureau des passeports suisse de Feldkirch et du Major Stingelin,¹⁸ chargé de l'approvisionnement du Vorarlberg, de le recevoir, ainsi qu'une délégation du Gouvernement Vorarlbergeois.

D'ordre du Conseil fédéral, le Département Politique a répondu,¹⁹ par l'intermédiaire du Bureau des passeports de Feldkirch, que la délégation vorarlbergeoise ne pouvait pas être reçue, à cause de l'absence de Monsieur Calonder.²⁰

Quelques jours après, M. Vetsch et M. Stingelin, qui sont en rapport avec le Dr. Ender, ont parlé de la chose au Département. Ils furent confidentiellement priés de donner à entendre aux autorités du Vorarlberg qu'il était préférable qu'elles n'insistassent pas pour être reçues encore, car le Conseil fédéral ne serait pas en mesure de leur donner aucune assurance, même après le retour de M. Calonder.

¹³ Leopold von Andrian (1875–1951), Diplomate dans le service austro-hongrois de 1900 à 1917 et conseiller de l'Empereur Karl I, qui est en exil suisse depuis mars 1919.

¹⁴ Josef Schraffl (1855–1922), dodis.ch/P59026, Gouverneur de Tyrol de 1917 à 1921.

¹⁵ Cf. le dossier comme note 1.

¹⁶ Otto Ender (1875–1960), dodis.ch/P38315, Gouverneur du Vorarlberg de 1918 à 1930 et de 1931 à 1934.

¹⁷ Cf. le dossier comme note 1.

¹⁸ Emil Stingelin, dodis.ch/P61134, officier professionnel suisse, depuis 1916 Major de l'Armée suisse, de fin 1918 à début avril 1919 Commissaire de l'Office fédéral de la nutrition pour l'approvisionnement du Vorarlberg et du Liechtenstein.

¹⁹ Cf. le dossier comme note 1.

²⁰ Calonder rend compte des résultats de sa mission à Paris en ce qui concerne la Société des Nations.

- 2) Malgré cela, le Département reçut, le 25, un télégramme du Dr. Ender demandant positivement à être reçu avec cinq délégués du Vorarlberg par le Conseil fédéral. Une lettre privée de M. Vetsch, arrivée en même temps, expliqua que M. Ender ne pouvait pas se décider à provoquer une votation en faveur de la Suisse, pour risquer d'empocher à la fin des fins une réponse négative de notre part. Nous lui ferions jouer là, à lui-même et à son Pays, un rôle ridicule.

La situation fut exposée au Conseil fédéral, qui a donné l'ordre de répondre qu'il ne pouvait pas recevoir la délégation du Vorarlberg en ce moment.

Depuis lors, le «Bund» a annoncé la possibilité d'une réunion du Vorarlberg au Wurtemberg.

Si le Département Politique n'a pas jusqu'ici donné le moindre signe de bienveillance au Vorarlberg, il a par contre agi contre la réunion de l'Autriche à l'Allemagne. Nos Ministres, à Paris,²¹ à Londres²² et à Washington²³ ont parlé nettement dans ce sens et M. Calonder a eu, à ce sujet, une conversation avec M. Clémenceau.²⁴

L'idée du Conseil fédéral paraît avoir été jusqu'ici qu'il ne fallait à aucun prix aborder la question de l'incorporation à la Suisse du Vorarlberg, tant qu'il resterait un espoir d'une Autriche allemande indépendante.

Les objections qui surgissent aujourd'hui contre ce point de vue sont les suivantes:

- 1) Sur la base du principe du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, les États-Unis et l'Angleterre n'appuient pas la France dans son désir de séparer l'Autriche de l'Allemagne. Pour des raisons différentes, l'Italie encourage la réunion de l'Autriche à l'Allemagne. La création d'une Autriche indépendante n'est donc nullement assurée.
- 2) Même si l'on créait maintenant une Autriche indépendante, il est très probable que ses régions germaniques finiraient, tôt ou tard, et plutôt tôt que tard, par s'agréger à l'Allemagne.
- 3) Le Vorarlberg est opposé à son union avec le Tyrol. Il y a donc risque que, même si l'Autriche indépendante se formait, le Vorarlberg ne préférât s'incorporer au Wurtemberg.
- 4) Les autorités du Vorarlberg, à tort ou à raison, veulent dès maintenant commencer la campagne qui décidera de leur sort. Si nous ne leur donnons aucun encouragement d'aucune sorte, et si nous nous refusons de les recevoir même officieusement, elles dirigeront bon gré mal gré leur

²¹ Alphonse Dunant (1869–1942), dodis.ch/P7708, Ministre suisse à Paris de 1917 à 1938.

²² Gaston Carlin (1859–1922), dodis.ch/P16327, Ministre suisse à Londres de 1902 à 1919.

²³ Hans Sulzer (1876–1959), dodis.ch/P984, Ministre suisse à Washington D. C. de 1917 à 1919 et administrateur délégué Sulzer AG.

²⁴ Georges Clemenceau (1841–1929), dodis.ch/P1253, Premier ministre français de 1917 à 1920 et président de la Conférence de la Paix de Paris de 1919.

campagne dans une autre direction et nous ne serons plus à même, si nous devons plus tard le désirer, de leur faire retourner leur char. Une politique d'abstention complète n'est donc plus possible, car en nous abstenant, nous prenons une responsabilité aussi grande qu'en agissant.